



CONSEIL D'ÉTAT

NUMÉRO 54 - OCTOBRE 2018

La lettre de la justice administrative

À la Une

Étude annuelle 2018

La citoyenneté : être (un) citoyen aujourd'hui

Ciment de la société républicaine et point de convergence des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la citoyenneté comporte bien des dimensions familières aux juristes. Ses enjeux contemporains suscitent néanmoins des interrogations que le Conseil d'État a souhaité analyser dans son étude annuelle 2018.

Si l'étude réfute l'idée, trop simpliste, selon laquelle la citoyenneté serait globalement en crise, elle relève néanmoins que la perception du statut juridique du citoyen est perturbée par plusieurs phénomènes : crise de confiance envers le fonctionnement du système représentatif, persistance d'inégalités, incertitudes sur les devoirs qui incombent aux citoyens.

Elle souligne par ailleurs la vigueur d'un renouveau de la citoyenneté qui se traduit par la recherche de nouvelles formes de participation à la vie collective et d'engagements au service de causes d'intérêt général, symbolisés par la vitalité du service civique et de l'engagement associatif.

Ce renouveau de la citoyenneté est un processus qui peut fédérer la société française autour des valeurs républicaines. L'étude présente, à cet effet, un ensemble d'orientations relatives au fonctionnement de la vie démocratique, notamment au niveau local, et à la participation des citoyens à la vie publique. Elle souligne l'enjeu fondamental de l'éducation et la nécessité de cadres juridiques favorisant l'engagement des citoyens dans des actions tournées vers l'intérêt général.

> [Pour en savoir plus](#)

> [Consultez la synthèse de l'étude en pdf](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Contentieux

+ Conseil d'État



+ Données personnelles

Le Conseil d'État apporte des précisions relatives au traitement des « cookies » au regard de la législation relative à la protection des données personnelles, notamment concernant l'identification des responsables de traitement ainsi que leurs obligations. [CE, 6 juin 2018, Société Éditions Croque Futur, n° 412589 >](#)



+ Travail. Salariés protégés

La rupture du contrat de travail d'un salarié protégé qui fait suite à son refus d'accepter le contrat qu'une personne publique, reprenant l'activité d'une entité économique dans le cadre d'un service public administratif, lui propose, est subordonnée à une autorisation administrative préalable. [CE, 6 juin 2018, Mme B., n° 391860, A >](#)



+ Enseignement

Le choix d'inscrire dans un programme scolaire un enseignement relatif au « génocide des Arméniens » est, en lui-même, insusceptible de porter atteinte aux libertés d'expression, de conscience et d'opinion des élèves, ou de méconnaître la neutralité du service public de l'éducation. [CE, 4 juillet 2018, Association pour la neutralité de l'enseignement de l'histoire turque dans les programmes scolaires, n°s 392400 et 404850, A. >](#)



+ Fiscalité

La pratique habituelle d'un jeu d'argent opposant un joueur à des adversaires, lorsqu'elle permet à ce dernier de maîtriser de façon significative l'aléa inhérent à ce jeu, par les qualités et le savoir-faire qu'il développe, et lui procure des revenus significatifs, constitue une occupation lucrative ou une source de profits au sens de l'article 92 du CGI. [CE, 21 juin 2018, M. A., n° 412124, B. >](#)



+ Police

Le Conseil d'État annule un arrêté du maire de Béziers instituant un couvre-feu des mineurs de moins de treize ans non accompagnés d'une personne majeure de 23h00 à 6h00 du matin, dans certains secteurs de la commune et pendant les week-ends et vacances. [CE, 6 juin 2018, Ligue des droits de l'homme, n° 410774, B. >](#)

+ Dialogue des juges

Le 4 octobre 2018, la cinquième chambre de la Cour de justice a jugé que la France avait manqué à ses obligations en traitant différemment le calcul du remboursement du précompte mobilier acquitté par une société résidente au titre de la distribution de dividendes selon que cette dernière soit opérée par une société non-résidente ou par une société résidente et en tant que le Conseil d'État a omis de la saisir de l'interprétation de précédents arrêts applicables à la question débattue. [> Lire la tribune de Jean-Denis Combrexelle, président de la section du contentieux du Conseil d'État > Consultez le communiqué de la CIUE](#)

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel



+ Ouverture des commerces le dimanche

La cour administrative d'appel de Nancy annule partiellement les décisions prises par le conseil départemental du Bas-Rhin, le maire de Strasbourg et le préfet de la Moselle aux fins de réglementer l'ouverture des commerces les dimanches et jours fériés dans le département du Bas-Rhin et la commune de Strasbourg. CAA Nancy, 19 juillet 2018, Société Supermarchés Match et autres, n° 17NC01984, 17NC02048, 16NC00905, 16NC00943 >



+ Précision des conditions d'homologation d'accords de médiation devant les juridictions administratives

Le tribunal administratif de Poitiers a rendu son premier jugement dans une affaire où les parties à un accord de médiation lui demandaient d'homologuer cet accord. À cette occasion, il a précisé le régime de l'homologation des accords de médiation devant la juridiction administrative en application des dispositions de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle.

TA Poitiers, 12 juillet 2018, M. et Mme B., n° 1701757 >



+ Chasse - Suspension des arrêtés autorisant la chasse au pigeon à couronne blanche

Par une ordonnance du 7 septembre 2018, le juge des référés du tribunal administratif de la Guadeloupe a ordonné la suspension de l'exécution des arrêtés du préfet de la Guadeloupe en date du 18 juin 2018, relatifs à la saison de chasse 2018-2019 dans le département de la Guadeloupe et dans la collectivité de Saint-Martin, en tant qu'ils autorisent la chasse du pigeon à couronne blanche du 1er septembre 2018 au 6 janvier 2019. TA Guadeloupe, 7 septembre 2018, Association pour la protection des animaux sauvages et Association pour la sauvegarde et la réhabilitation de la faune des Antilles, n° 1800779 >

+ Contrats et marchés publics – Résiliation d'un contrat de partenariat

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise juge que la résiliation par l'État du contrat de partenariat relatif à la conception, la réalisation, l'exploitation, l'entretien et la maintenance du dispositif technique nécessaire à la mise en œuvre de l'écotaxe et conclu avec la société Ecomouv' n'était justifiée par aucun motif d'intérêt général. TA Cergy-Pontoise, 18 juillet 2018, Société T, n° 1507933 ; n°1508086, n°1603140, n°1507487 >

+ Fiscalité – Qualification d'un établissement d'Amazon

Le tribunal administratif de Dijon a jugé que l'administration fiscale avait requalifié à bon droit l'établissement du groupe Amazon situé à Sevrey (Saône-et-Loire) en établissement industriel. Le tribunal a maintenu les impositions supplémentaires à la taxe foncière et à la CFE (cotisation foncière des entreprises) résultant de cette requalification et dont la société Amazon France Logistique demandait la décharge. Le tribunal a en conséquence rejeté la requête de la filiale du groupe de commerce en ligne. TA Dijon, 29 juin 2018, SAS Foncière Europe Logistique, n°1701605, n° 1701584 >

+ Premières actions collectives – Tribunal administratif de Nice

Le 29 juin 2018, le tribunal administratif de Nice a rendu deux jugements sur des actions en reconnaissance de droits impliquant la ville de Cannes et, pour la partie requérante, le syndicat

national indépendant des agents territoriaux. Il s'agit des deux premières actions collectives introduites sur le fondement de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle. [Consultez la page dédiée aux actions collectives sur le site du Conseil d'État >](#)

+ Cour nationale du droit d'asile

Les actes qualifiables d'agressions sexuelles sur mineurs commis par un demandeur d'asile ne peuvent justifier l'existence de craintes se rattachant à l'appartenance de leur auteur à un groupe social reconnu fondé sur une orientation sexuelle partagée. [CNDA, 25 juillet 2018, M. S., n° 16017880, C+ >](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

[Avis](#)

Projet de loi relatif à la suppression des surtranspositions des directives européennes en droit français

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives européennes en droit français.

Nouveaux statuts types pour les fondations et associations reconnues d'utilité publique

[Consultez le communiqué >](#)

Le Conseil d'État a approuvé par un avis du 19 juin 2018 de nouveaux statuts types pour les fondations et les associations reconnues d'utilité publique. Publiés le 6 août 2018 par le ministère de l'Intérieur, ils sont applicables aux procédures engagées après cette date.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2018-474 du 12 juin 2018 relative à la simplification et à l'harmonisation des définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2018-474 du 12 juin 2018 relative à la simplification et à l'harmonisation des définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale.

Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Proposition de loi tendant à adapter aux caractéristiques et contraintes particulières de Mayotte les règles d'acquisition de la nationalité française par une personne née en France de parents étrangers

[Consultez l'avis >](#)

Le Sénat a publié l'avis rendu par le Conseil

d'État portant sur la proposition de loi tendant à adapter aux caractéristiques et contraintes particulières de Mayotte les règles d'acquisition de la nationalité française par une personne née en France de parents étrangers.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Publications



+ Révision de la loi de bioéthique : quelles options pour demain ?

Le Premier ministre a confié au Conseil d'État la réalisation d'une étude sur le cadrage juridique préalable au réexamen de la loi relative à la bioéthique. L'étude a été adoptée le 28 juin 2018 par l'assemblée générale du Conseil d'État. [>](#)

+ La prise en compte du risque dans la décision publique

Pour une action publique plus audacieuse

Le Premier ministre a confié au Conseil d'État la réalisation d'une étude sur la prise en compte du risque dans la décision publique. L'étude a été adoptée le 26 avril 2018 par l'assemblée générale du Conseil d'État. [>](#)

+ Règles applicables aux professionnels de santé en matière d'information et de communication

Le Premier ministre a confié au Conseil d'État la réalisation d'une étude sur la réglementation applicable en matière d'information et de publicité aux professionnels de santé. L'étude a été adoptée le 3 mai 2018 par l'assemblée générale du Conseil d'État. [>](#)



+ Nouvelle mise à jour du guide des outils d'action économique

Le guide des outils d'action économique est destiné à mieux faire connaître aux personnes publiques les différents outils d'action économique à leur disposition. Cette nouvelle version intègre, pour l'ensemble des 24 fiches, les mises à jour rendues nécessaires par l'évolution des textes et de la jurisprudence. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves

+ Médiation préalable obligatoire

La date limite fixée aux collectivités territoriales pour adhérer à l'expérimentation de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique a été reportée du 31 août 2018 au 31 décembre 2018. [>](#)

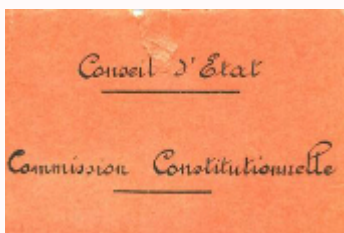
+ Transfert des contentieux sociaux

Une partie du contentieux des commissions départementales d'aide sociale et de la commission centrale d'aide sociale sera transférée aux juridictions administratives de droit commun le 1er janvier [2019](#). >



+ Deuxième édition de la Nuit du droit

À cette occasion, la justice administrative s'est mobilisée pour mieux faire connaître ses principes, son fonctionnement et ses métiers. >



+ Anniversaire de la Constitution de 1958

En 1958, le Conseil d'État joue un rôle essentiel dans l'élaboration de la Constitution de la Ve République. Ses membres participent aux travaux du Gouvernement puis à l'examen du projet. >



+ Journées européennes du patrimoine

À l'occasion de la 35e édition des Journées européennes du patrimoine (JEP), le Conseil d'État et les juridictions administratives ont ouvert leurs portes. Une occasion unique de découvrir un patrimoine dans lequel des pages de l'histoire de France se sont écrites. >



+ Conférence de clôture du cycle citoyenneté : La citoyenneté, un idéal pour aujourd'hui ?

La conférence de clôture du cycle citoyenneté, le 20 juin 2018, animée par Marie-Laure Denis, conseillère d'État a porté sur le thème de La citoyenneté, un idéal pour aujourd'hui ? Y participaient Dany Laferrière, écrivain, membre de l'Académie française, Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France et Maxime Thory, élève à l'École nationale d'administration. Le discours de clôture du cycle a été prononcé par Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État. >

**CYCLE SUR
LE SPORT**

17 octobre 2018

conférence
inaugurale

+ Conférence inaugurale du cycle sur le sport : La place du sport dans la société

Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État, a ouvert la neuvième édition du cycle de conférences du Conseil d'État, consacrée au thème de son étude annuelle 2019 sur le sport, le 17 octobre 2017 à 17h00. Elle était animée par Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études du Conseil d'État et réunissait Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la santé et des sports, Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé de droit à l'université de Limoges, co-fondateur du Centre de droit et d'économie de sport (CDES) et Georges Vigarello, professeur agrégé, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International

+ 12es journées juridiques franco-croates

Pour la douzième année consécutive, les Journées juridiques et administratives franco-croates se sont tenues les 13 et 14 septembre derniers à Split, sous le haut patronage du ministère de l'administration de la République de Croatie. La première table ronde a été présidée par Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études. Les trois tables rondes traitaient du développement de l'État, de son organisation et de sa gestion. [>](#)



+ Prolongation de la convention de coopération entre les Conseils d'État français et égyptien

Le 4 septembre 2018, le président du Conseil d'État d'Égypte, M. Ahmed Abd Elaziz Ibrahim Abouelazem, et le vice-président du Conseil d'État de France, M. Bruno Lasserre, se sont rencontrés à Paris, au Palais-Royal, pour prolonger de trois années supplémentaires la convention de coopération signée pour deux ans entre les deux institutions en décembre 2016. [>](#)



+ Visite du Conseil d'État à la Cour de justice de l'Union européenne

Accompagné de Jean-Denis Combrexelle, président de la section du contentieux, et de Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études, le vice-président s'est rendu le 5 juillet 2018 à Luxembourg, siège de la Cour de justice de l'Union européenne. Il a rappelé son attachement à la construction européenne et au rôle qu'y jouent le droit et le dialogue des juges. [>](#)



+Visite du Conseil d'État à la Cour européenne des droits de l'homme

Le vice-président s'est rendu le 25 juin à Strasbourg souhaitant marquer son attachement à la protection européenne des droits fondamentaux et au dialogue des juges. Accompagné par le président de la section du contentieux, Jean-Denis Combrexelles, il a été reçu par Guido Raimondi, président de la Cour européenne des droits de l'homme, et André Potocki, juge élu au titre de la France. [≥](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Agenda

Les membres du Conseil d'État en 1848 : de la continuité en temps de Révolution

Conférence Vincent Wright, lundi 19 novembre 2018 à 18h00, au Conseil d'État. [≥](#)

L'éducation et le sport

Deuxième conférence du cycle sur le sport, mercredi 12 décembre de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

Le retour à la France des départements d'Alsace Lorraine en 1918

Conférence du comité d'histoire, mercredi 5 décembre 2018 à 18h00 au Conseil d'État, par Joseph Schmauch, conservateur en chef des archives et Jean-Marie Woehrling, président de l'institut du droit local alsacien mosellan.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Nominations

+ Au Conseil d'État

+ **Claire Sibille de Grimouard**, nommée directrice de la bibliothèque et des archives du Conseil d'État le 1er septembre

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Christophe Laurent**, nommé président du tribunal administratif de Montreuil le 1er septembre 2018

+ **Patrick Gensac**, assure l'intérim de la présidence du tribunal administratif de Limoges

+ **Isabelle Carthe-Mazères**, nommée présidente du tribunal administratif de Toulouse le 15 octobre 2018



Directeur de publication : Bruno Lasserre - Présidente du comité de rédaction : Martine de Boisdeffre -
Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Lucienne
Erstein, Yves Gounin, Manon Hameau, Yannick Faure, Carmela Riposa, Corinne Ledamoisel, Leiyla Mate,
Corinne Mathey, Charline Nicolas, Jocelyne Randé, Sophie Roussel, Michèle de Segonzac, François Séners,
Pascal Trouilly - Secrétariat de rédaction : Nathalie Roubellat - Conseil d'État : 1, place du Palais-Royal
75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/dircom